

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 51
Excusés : 17
Absents : 12

REUNION DU 13 DECEMBRE 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-ET-UN**, le **LUNDI TREIZE DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **SEPT DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.
<u>PRESENTS</u>	
<u>EXCUSES</u>	Mme BENAMMOUR Mérim, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CARRE Julien, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, M. MARAN Max, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme VALLETON Martine,
<u>AYANT DONNE</u> <u>POUVOIR A</u>	M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, Mme LAGNEAU Muriel, M. BLANCHET Stéphane, Mme MAROUN Séverine, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. GESELL Quentin, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MABCHOUR Najet, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. ZANGRILLI François, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme PERRON Christine,
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, Mme FAOUZI Hanane, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. SAULIERE Gilles.
<u>SECRETAIRE</u> <u>DE SEANCE</u>	M. Stéphane BLANCHET

DELIBERATION N°165 –RENOVATION URBAINE – PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER DE LOGEMENTS ET LOCAL COMMERCIAL SIS 180 A 184 BIS AVENUE JEAN JAURES ET 2 A 8 RUE FRANÇOIS CARELS A DRANCY - DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

Le conseil de territoire,
Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Anthony MANGIN,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 5219-5,
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L110-1 ; L 121-1 à 121-5 ; L 122-7 ; R 111-1 et R 111-2 ; R 112-1 à R 112-24 ; R 121-1 et R 121-2 s'agissant de l'enquête préalable à la DUP ; et les articles R 131-1 à R 131-10 et R 131-14 s'agissant de l'enquête parcellaire,
Vu le code de l'environnement, notamment l'article R 122-2,
Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L 314-1,
Vu la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 9 avril 2018, approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Drancy,
Vu la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 9 avril 2018, déterminant les objectifs et modalités de la concertation relative au projet de renouvellement urbain du quartier Gaston Roulaud de Drancy,
Vu le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain du quartier Gaston Roulaud signé en septembre 2016,
Vu le projet de convention territoriale visant la reconstitution de l'offre de logements,
Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire, annexés à la présente délibération,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20211213-165-13-12-2021-DE
Date de télétransmission : 21/12/2021
Date de réception préfecture : 21/12/2021

Considérant les objectifs poursuivis par le projet de construction d'un ensemble immobilier de logements et équipement public/service sis 180 à 184 bis av. Jean Jaurès et 2 à 8 rue François Carels à Drancy qui visent notamment à :

- Recomposer et densifier cet îlot sur lequel la ville possède une part de la maîtrise foncière et permettre de recomposer la forme urbaine et paysagère de l'îlot en œuvrant sur la mise en cohérence architecturale de l'ensemble.
- Permettre la réalisation de logements répondant d'une part, aux objectifs locaux et territoriaux en matière d'habitat social, et d'autre part aux besoins de diversification de l'offre locative.
- Participer à la mixité urbaine et sociale de cet axe.
- Permettre une requalification urbaine du front bâti de l'avenue Jean Jaurès en permettant notamment un nouvel alignement.
- Offrir une diversification en apportant des locaux d'activité sur un axe structurant qu'est l'avenue Jean Jaurès (RD30).

Considérant la nécessité d'acquérir certains biens immobiliers, à ce jour précisément identifiés, en vue de la mise en œuvre dudit projet, pour libérer le terrain devant accueillir les différents éléments du programme, parmi lesquels des logements sociaux et un local d'activités et/ou local commercial,

Considérant la volonté de l'EPT Paris Terres d'Envol d'inscrire ce projet de renouvellement urbain dans une temporalité maîtrisée, en engageant dès aujourd'hui la procédure de déclaration d'utilité publique en parallèle des démarches d'acquisitions amiables, qui sont entreprises auprès des propriétaires concernés, de sécuriser les démarches amiables,

Considérant qu'en application de l'article R 122-2 du code de l'environnement et au vu des caractéristiques du projet, le projet n'est ni soumis à évaluation environnementale systématique, ni soumis à évaluation environnementale au cas par cas.

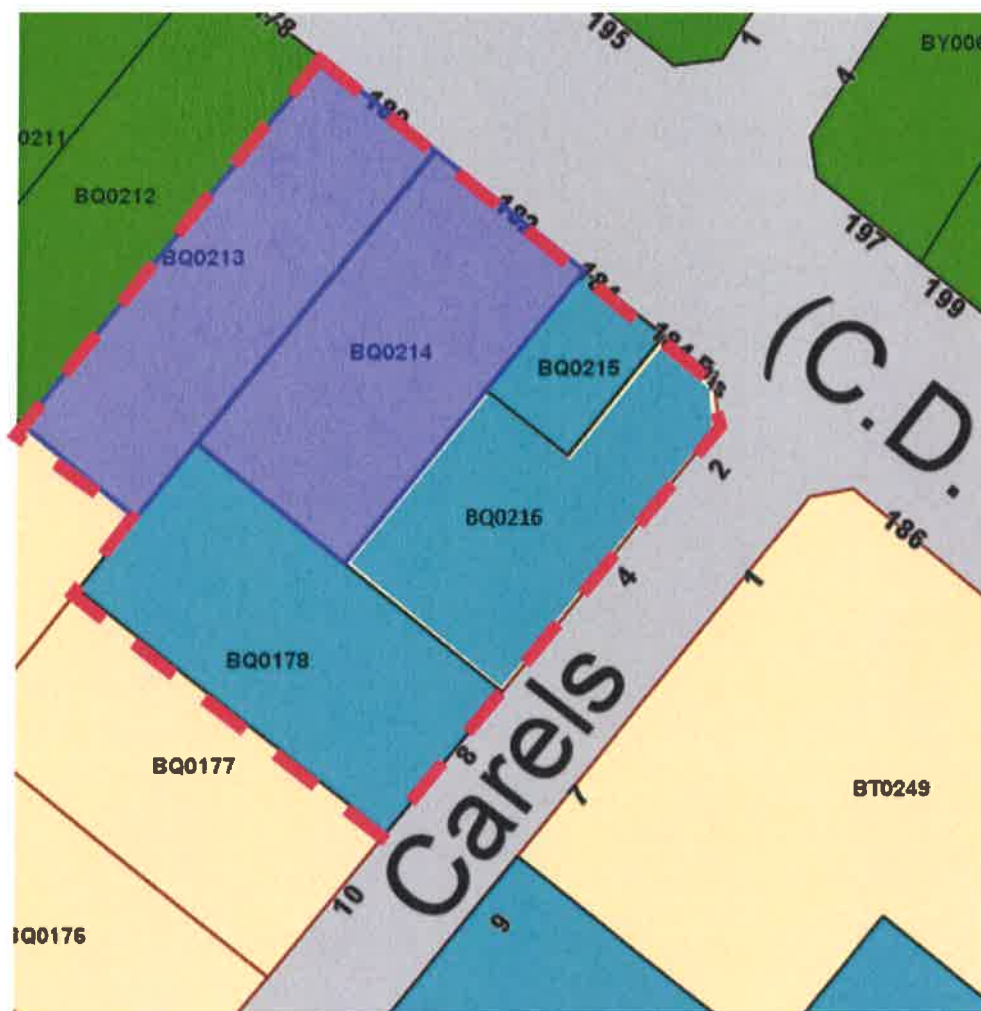
Après en avoir délibéré,

- **Approuve** le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi que le dossier d'enquête parcellaire,
- **Sollicite** auprès du préfet l'ouverture conjointe de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire,
- **Autorise** le président à solliciter auprès du préfet, à l'issue de l'enquête publique conjointe, la déclaration d'utilité publique du projet ainsi que l'arrêté de cessibilité pour les parcelles identifiées comme étant nécessaires à la réalisation du projet,
- **Autorise** le président à signer tous les actes se rapportant à cette procédure.




Adopté à l'unanimité

(67 voix pour, 1 abstention : M. BELOUCHAT)


Le Président
Bruno BESCHIZZA



Source SIG Drancy

-  Parcelles restant à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation
 BQ0213 - 180 av. J. Jaurès – Accord amiable, en cours de signature
 BQ0214 - 182 av. J. Jaurès
-  Parcelles propriétés ville de Drancy
-  Périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique